Marche blanche à Aulnay pour Jean-Paul, tué par un baceux

Quelques centaines de personnes se sont réunies à Aulnay-sous-Bois pour rendre hommage à Jean-Paul Benjamin, résidant des Beaudottes et père de deux enfants, abbatu par un baceux en civil samedi dernier,le 26 mars.

L'émotion, mêlant rage et tristesse, était très présente lors de cette "marche blanche" qui fait suite à plusieurs nuits d'émeutes à Sevran et Aulnay-sous-Bois : une fois encore, les quartiers populaires payent par la vie de leurs habitants les politiques racistes et nécoloniales de l'Etat français. Personne n'est dupe ici et tout le monde sait ce qui se joue : "l'affaire" va être montée en épingle, la moindre faiblesse du parcours de jeunesse de Jean-Paul va être disséquée et jetée en pâture aux chiens de gardes médiatiques, toutes les circonstances atténuantes vont être imaginées pour blanchir le flic et incriminer, a travers la figure de la victime, toute une population qui ne serai pas "intégrée", qui serai contre "les valeurs de la République". D'ailleurs, les médias ne sont pas les bienvenus ici : les visages sont masqués et les photos ne sont pas acceptées. Le traitement médiatique des crimes policiers dans les quartiers est connu et il est rejeté. Les habitants, les proches et la famille veulent simplement faire le deuil, et réclamer justice.

Jean-Paul a été tué par balles par un agent de la BAC en civil, ne portant aucune distinction particulière qui aurai permis de l'identifier. L'existence même de ce type de meurtre montre l'impunité dont bénéficient les corps spéciaux de la police et la police en générale. Les quartiers populaires et leur habitants, majoritairement non blancs, sont régulièrement victimes d'exactions et de violence de la part des "forces de l'ordre" sans que celles-ci ne soient jamais réellement condamnées. Que l'on pense, entrés autres, à Adama Traoré, Lamine Dieng, Théo Luhaka ou encore Zyed Benna et Bouna Traoré, la liste des morts ne cessent de s'agrandir autant que celle des condamnés de se réduire.

À une semaine du premier tour des élections présidentielles, l'auteur des coups de feu a été mis en examen. Nul doute qu'il s'agit ici de calmer le plus rapidement possible une affaire qui pourrait enflammer les quartiers. Mais la paix sociale ne s'achète pas, pas plus que ne s'effacent l'impunité policière, le racisme structurel et les humiliations quotidiennes.

Pour Jean Paul Benjamin, pas de justice, pas de paix

Tendance CLAIRE, le 3 avril 2022